

IMPACT DE LA COVID-19 : SONDAGE SUR LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DU MARCHÉ SECONDAIRE DE L'AUTOMOBILE

Préparé par l'Association des industries de l'automobile du Canada

11 mai 2020 | Mise à jour : 20 mai 2020

NOS COMMANDITAIRES

L'AIA Canada tient à remercier le généreux soutien financier de ses principaux commanditaires :



PROFIL DES RÉPONDANTS

Nombre total de répondants :	n=363
Fabricant de pièces	17
Grand détaillant	11
Grossistes	28
Entrepôt distributeur	18
Service mécanique et pneus	71
Atelier de carrosserie	183*
Autre	35

Nombre d'employés** :	n=363
1-6	115
7-25	191
26-100	29
101-1000	15
Plus de 1000	10
Autre	3

**en temps normal

- Dates du sondage : Du lundi 20 avril au vendredi 8 mai 2020
- Paramètres : propriétaires d'entreprises et employés du marché secondaire dans les 13 provinces et territoires du Canada
- Véhicule utilisé : invitation par courriel à remplir un sondage en ligne

* *Attention : La taille de l'échantillon pour le secteur de la carrosserie est grande par rapport aux autres secteurs, ce qui peut biaiser les résultats*

IMPACT DE LA COVID-19 SUR L'EXPLOITATION

- **TRÈS PERTURBÉE – 61 %**
- LÉGÈREMENT PERTURBÉE – 33 %
- COMPLÈTEMENT FERMÉE – 2 %
- **COMME D'HABITUDE – 4 %**

Au moment du lancement du sondage, l'industrie en était à son deuxième mois de gestion de la pandémie. La majorité des entreprises du marché secondaire (94 %) déclarent que leurs activités sont « très ou légèrement perturbées », tandis qu'un petit pourcentage (2 %) sont complètement fermées.

4 % déclarent que les affaires continuent comme d'habitude, cependant, 33 % de ce groupe de répondants déclarent tout de même une baisse de revenus de 50 % ou plus en avril 2020.

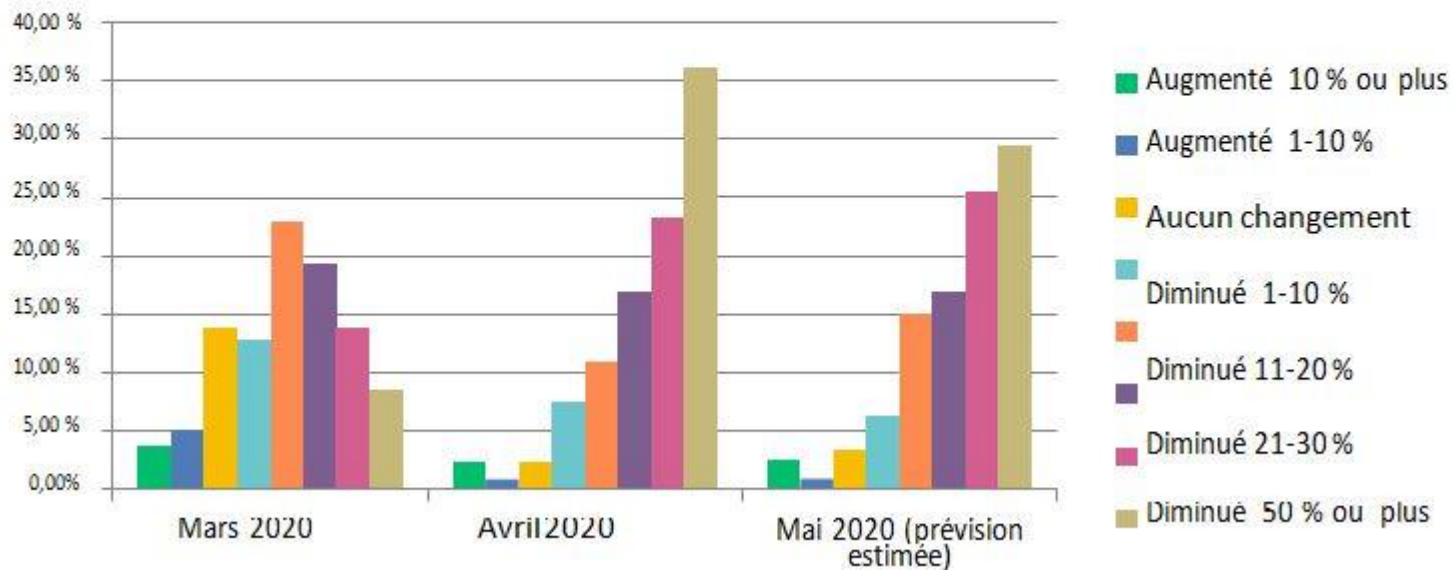
Variations des revenus chez les répondants dont l'exploitation est **très perturbée** :

	↑ 10 % ou plus	↑ 1-10 %	↔ +/-	↓ 1-10 %	↓ 11-20 %	↓ 21-30 %	↓ 31-40 %	↓ 50 % ou plus
Mars 2020	3 %	5 %	11 %	9 %	22 %	23 %	18 %	9 %
Avril 2020	1 %	0 %	0 %	3 %	6 %	13 %	27 %	50 %
Mai 2020*	1 %	0 %	1 %	1 %	9 %	16 %	29 %	41 %

*prévision estimée

VARIATION DES REVENUS DE TOUS LES RÉPONDANTS :

Comparé à 2019, à quel point vos revenus ont-ils varié pour les mois suivants :



Les résultats de l'enquête montrent clairement que plus des deux tiers (77 %) des répondants ont déclaré que leurs revenus avaient subi un impact modéré à sévère en mars et avril 2020.

Les réponses pour mai 2020 indiquent que les fabricants de pièces, les grossistes et les ateliers de mécanique et de carrosserie sont encore très incertains quant à la continuité et aux perspectives de leurs activités, et la majorité d'entre eux (30 %) s'attendent encore à une baisse de leurs revenus de 50 % ou plus.

LES CONDITIONS ACTUELLES ET LE PERSONNEL

Êtes-vous actuellement en activité avec :

Employés mis à pied à cause d'une réduction de l'activité	61 %
Productivité réduite en raison des conditions actuelles de dotation en personnel	41 %
Employés travaillant à domicile	22 %
Employés en congé de maladie pour cause de maladie ou d'auto-isolement (en lien avec la COVID-19)	22 %
Réembauche des employés mis à pied	15 %
Autre*	10 %

***Autre :**

« Stress au travail »

« Difficulté à faire revenir ceux qui reçoivent la PCU***, qui disent avoir encore peur. »

« Nous ferons des mises à pied bientôt. »

« Nous avons gardé nos employés à temps plein à cause de la promesse de subvention salariale de 75 % du programme SSUC. »

« Nous avons réembauché 2 employés sur 7, pour essayer de maintenir l'entreprise en vie. Nous sommes en mode de survie financière. »

L'impact de la réduction des entreprises a été rapide et significatif, plus de la moitié des répondants ayant dû mettre du personnel à pied (61 %). Seuls 15 % des entreprises ont pu (ou tenté) de réembaucher du personnel précédemment licencié, ce qui illustre le peu de succès de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) offerte par le gouvernement. Selon la FCEI**, 30 % des petites entreprises ont pu éviter des mises à pied ou rappeler des employés qui avaient déjà été mis à pied grâce à la SSUC. Cela indique que soit les mesures n'étaient pas adaptées au marché secondaire, soit les entreprises n'ont pas pu en faire la demande.

** Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) : La COVID-19 et votre entreprise : 4^e sondage hebdomadaire

***Prestation canadienne d'urgence (PCU)

LES CONDITIONS ACTUELLES ET L'EXPLOITATION DE L'ENTREPRISE

Êtes-vous actuellement en activité avec :

Renforcement de la sécurité et des mesures sanitaires	84 %
Événements, congrès et réunions annulés	43 %
Offre de ramassage à l'extérieur du commerce et de livraison à domicile	34 %
Réduction des heures d'exploitation	33 %
Recherche de financement auprès d'institutions financières pour couvrir les coûts de fonctionnement (à cause de la baisse des revenus)*	30 %

**Selon la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), une entreprise sur cinq n'est pas admissible au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC). En effet, celles dont la masse salariale est inférieure à 50 000 \$ ne sont pas admissibles à l'aide.*

92 % des répondants de l'enquête de l'AIA Canada sont des petites et moyennes entreprises (moins de 500 employés) et peuvent ne pas être admissibles.

Pour le secteur de la gestion des entreprises, les visites de clients ont été interdites et des politiques de télétravail sont en vigueur, car il s'agit des mesures les plus courantes pour combattre la pandémie. Toutefois, en raison de la nature du travail de réparation automobile, la plupart des entreprises du marché secondaire ne peuvent pas mettre en œuvre une politique de « zéro contact » avec leurs clients, ce qui explique l'augmentation des mesures de sécurité et de désinfection (84 %).

Le 8 avril 2020, la Société d'assurance publique du Manitoba (SAPM) a annoncé un nouveau programme qui couvre désormais les frais supplémentaires de nettoyage et de désinfection des véhicules avant et après les réparations effectuées pendant la période de pandémie de COVID-19.

LES DÉFIS DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT (PIÈCES/MATÉRIAUX)

Êtes-vous actuellement en activité avec :

Délais de livraison des pièces, etc.	59 %
Perturbations subies par les fournisseurs	51 %
Autre	18 %
Impossibilité d'offrir mes produits/services à cause de la perturbation des chaînes d'approvisionnement	12 %

Commentaires :

« Rien qui sort de l'ordinaire. »

« Tout va bien pour la réception des produits des fournisseurs. »

« Pas vraiment de changement dans la disponibilité des pièces. »

« Nous commençons à voir certaines ruptures de stock. »

« Il manque d'ÉPI ».

Une analyse qualitative des réponses sous la rubrique « Autre » (18 %) indique que les retards dans la chaîne d'approvisionnement étaient devenus la norme au cours du deuxième mois de la pandémie (avril 2020), au moment où cette enquête a été réalisée. Cela indique la nature interconnectée de la chaîne d'approvisionnement mondiale et que les entreprises du marché secondaire ont du temps pour se préparer à l'impact de la pandémie. Les entreprises font état de retards dans l'obtention d'ÉPI (équipement de protection individuelle) compte tenu de l'augmentation des mesures de sécurité et d'hygiène.

Certains ateliers de carrosserie signalent que les distributeurs d'équipements d'origine ont décidé de passer à un modèle de distribution de pièces « payable sur livraison ». Cette politique s'avère être un défi pour les ateliers qui connaissent déjà des problèmes de liquidités.

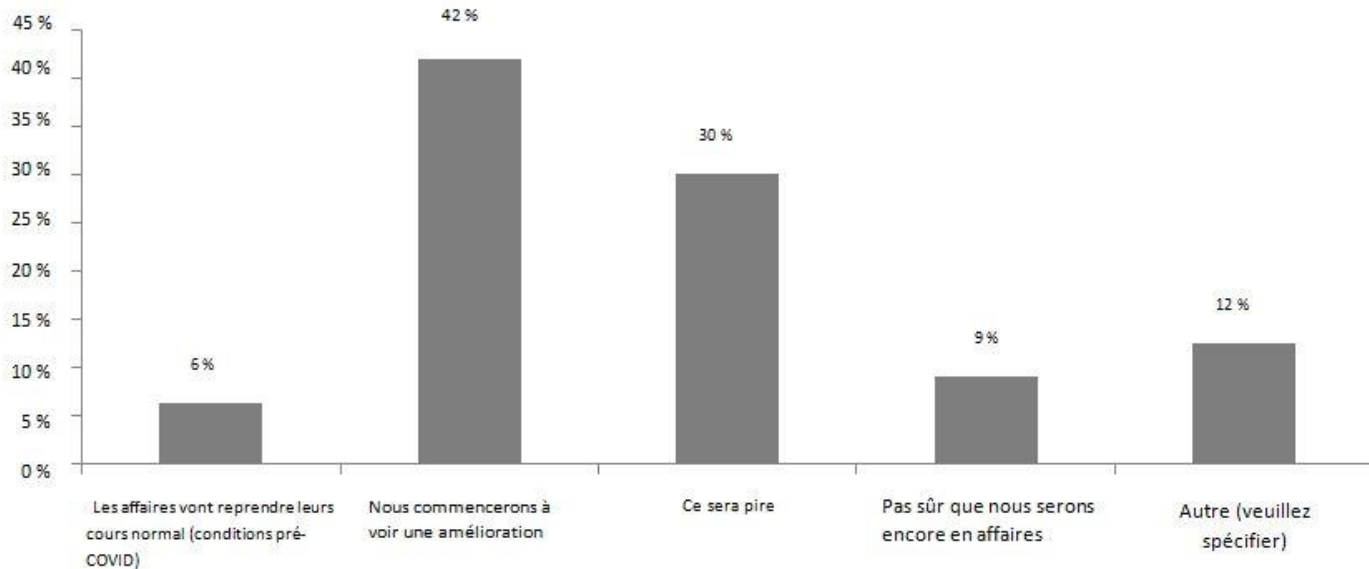
Même si des entreprises du marché secondaire ne subissent actuellement aucun type de perturbation, l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les activités des fournisseurs et les perspectives commerciales suscite encore de vives inquiétudes.

PERSPECTIVES COMMERCIALES ET NIVEAUX DE CONFIANCE

42 %
AMÉLIORATION

30 %
DÉTÉRIORATION

Quelle est la prévision la plus probable pour votre entreprise au cours des 30 prochains jours?



La principale question que se posent les entreprises est la suivante : « Combien de temps cela va-t-il durer? » L'analyse qualitative des réponses « Autre » (12 %) révèle que leurs perspectives commerciales sont très incertaines.

Les résultats de l'enquête ont montré un optimisme prudent, 42 % des répondants estimant que leurs entreprises touchées commenceront à se redresser dans les deux ou trois prochains mois. Cela à condition que la pandémie soit maîtrisée, que les mesures de confinement soient allégées et que la demande se rétablisse.

Au contraire, 30 % des répondants estiment que la situation ne fera qu'empirer et qu'il faudra peut-être plus d'un an pour que les entreprises touchées reviennent aux conditions antérieures à la pandémie de COVID-19.

AIDE GOUVERNEMENTALE

Quelles mesures aimeriez-vous voir mises en œuvre par le gouvernement et d'autres organismes pour soutenir votre entreprise pendant cette crise?

Voici quelques-unes des réponses à cette question ouverte :

- « Le prêt de 40 000 dollars est bon, la subvention salariale de 75 % est très bonne. Si vous avez une diminution de moins de 30 %, vous êtes limité dans le soutien disponible. Lorsque les affaires commencent à s'améliorer, mais pas au point où elles étaient auparavant, l'exigence relative à la baisse doit être ajustée, même à -15 %, car il est très difficile de maintenir l'entreprise ».
- « Ils doivent mieux comprendre certaines entreprises; une diminution de 30 % chez un grossiste c'est énorme. 20 % ou plus c'est encore beaucoup. »
- « Je pense que le gouvernement fait ce qu'il peut, mais tôt ou tard, il faudra payer toutes ces dépenses ».
- « Au lieu de la baisse de 30 %, pourquoi ne pas proposer de combler le manque à gagner des employeurs? Une baisse de 10 %, une subvention de 10 %, une baisse de 20 %, une subvention de 20 %, jusqu'à une baisse maximale de 75 %, une subvention de 75 %. Nous serons probablement en baisse de 20 à 25 % et nous nous qualifierons pour 10 %. Cinq points de moins, et nous aurions eu droit à 75 %. À mon avis, cela incite à fermer pour quelques jours. La subvention offerte ne correspond pas aux besoins et laissera un tas d'entreprises en déficit et permettra à beaucoup d'autres de faire des bénéfices. »
- « Le gouvernement doit continuer de se concentrer sur la prévention et le confinement pour le moment, sinon tout cet argent qu'il distribue sera gaspillé et nous devrons à nouveau confiner des villes parce qu'elles étaient trop pressées de reprendre leurs activités normales ».

LES POINTS CLÉS À RETENIR

- 77 % des répondants ont déclaré que leurs revenus avaient subi un **impact modéré à sévère** en mars et avril 2020. Les entreprises sont confrontées à des problèmes de liquidités et auront de plus en plus de mal à garder leurs employés si l'économie ne rouvre pas.
- 61 % des répondants qualifient leur entreprise de « très perturbée » :
 - 23 % des entreprises ont déclaré une perte de 20 % de leurs revenus en mars 2020
 - 50 % des entreprises ont déclaré une perte de 50 % ou plus de leurs revenus en avril 2020
 - 41 % des entreprises prévoient une perte de 50 % ou plus de leurs revenus en mai 2020
- Un pourcentage plus faible (2 %) des répondants ont dû cesser leurs activités, tandis que 4 % déclarent qu'ils fonctionnent normalement avec une légère perte de revenus.
- De nombreuses entreprises ont déclaré ressentir un niveau de **stress élevé en raison de l'incertitude et de la nécessité de maintenir la motivation des employés**. Selon un répondant, « il est difficile d'obtenir toutes les informations en temps voulu pour répondre aux directives gouvernementales en matière d'aide financière. Nous aimerions réintégrer nos employés dans le cadre du programme des 75 %, mais tout semble difficile à atteindre ou à comprendre ». La réponse à la pandémie de COVID-19 a entraîné une surcharge d'informations.
- Quant aux questions de personnel, 61 % des entreprises ont mis à pied des employés tandis que 84 % ont mis en œuvre des mesures de sécurité et d'hygiène accrues. Environ un tiers des entreprises ont sollicité du financement auprès d'institutions financières (30 %).
- Les perspectives commerciales sont **très incertaines**. L'industrie fait preuve d'un optimisme prudent : moins de la moitié des répondants (42 %) pensent qu'une reprise est possible dans les prochains mois, tandis que 30 % s'attendent à ce que la situation se détériore. Seul un faible pourcentage (6 %) pense que les entreprises reviendront aux niveaux d'avant la crise, tandis que certaines (9 %) ont exprimé des doutes quant à leur capacité à poursuivre leurs activités.